

4 Les dossiers brûlants du Gouvernement

Enseignement supérieur et recherche scientifique Un challenge pour le nouveau ministre

P.M.M

Libreville/Gabon

NOMMÉ ministre d'Etat, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Guy-Bertrand Mapangou succède à Me Denise Mekam'ne mutée à la Santé. Il a désormais bien plus qu'un challenge à relever à l'Enseignement supérieur, au regard du chapelet de difficultés qui l'attendent. En effet, ce secteur est parsemé d'embûches, parmi lesquelles les grèves à répétition des étudiants des Universités Omar Bongo (UOB) et des sciences et techniques de Masuku (USTM), le problème de capacités d'accueil, la fermeture du campus et du restaurant universitaires. Et, maintenant, la réévaluation des frais d'inscription et d'écolage au Supérieur, qui provoque des grincements de dents.... De quoi empêcher le nouveau ministre de dormir sur ses lauriers.

Le relèvement des droits universitaires figure au nombre des dernières mesures du ministre sortant. Il instaure l'augmentation des frais d'inscription au sein des établissements supérieurs publics. Ceux-ci passent de 9 mille à 50



Le ministre d'Etat Guy-Bertrand Mapangou doit apporter des réponses claires aux attentes des universités.

Photo : Aristide Moussavou/ L'Union



Les entrées de l'UOB à Libreville ...

Photo : J.O.P.R

mille francs CFA pour le cycle Licence, de 20 mille à 75 mille francs CFA pour le cycle Master, et à 100 000 francs CFA pour le doctorat.

Cette décision ne semble pas faire l'unanimité chez les étudiants. Cela doit interpeller Guy-Bertrand Mapangou qui a intérêt à s'y pencher sérieusement pour éviter un bras de fer avec ces derniers. Ce n'est qu'après qu'il pourra passer au crible tous les autres maux qui affectent ce secteur, et poursuivre l'œuvre inachevée de son prédécesseur.

En fait, le gouvernement avait annoncé, il y a un peu plus de 9 mois, des réformes visant à améliorer le fonctionnement des éta-



... et de l'USTM à Franceville, barrées lors de récentes grèves.

Photo : Jacob Moukouangui

blissements d'enseignement supérieur publics.

Près d'un an après, les choses n'ont pas bougé. Ce

sera donc le moment pour le nouveau ministre de les

mettre en œuvre, pour espérer une rentrée universitaire sereine.

En tout cas, enseignants et apprenants attendent de lui, l'optimisation des services universitaires, aussi bien sur le plan infrastructurel que pédagogique, pour des meilleures conditions d'étude. Le renforcement des centres de documentation matérielle et immatérielle, l'amélioration des services sanitaires, la livraison des différents chantiers de l'UOB, la restauration, les controverses autour du concours d'entrée à l'École normale supérieure (ENS), etc. sont autant de dossiers où est attendu Guy-Bertrand Mapangou.

Éducation nationale

Principal défi : une année sans grève

R.H.A

Libreville/Gabon

"Une année scolaire sans grève relèverait de l'utopie", avait dit Fridolin Mvé Messa, secrétaire général du Syndicat de l'éducation nationale (Sena) à l'entame de la dernière année scolaire. Un exercice pour le moins complexe qui est à la porte de Nadine Patricia Anguilé, la nouvelle ministre de l'Éducation nationale. Une année sans grève est donc le challenge majeur qui l'attend.



La nouvelle ministre de l'Éducation nationale, Mme Nadine Patricia Anguilé, est déjà très attendue sur le front de la rentrée scolaire.

Photo : Aristide Moussavou/ L'Union

les autres.

Alors que le fauteuil du ministère de l'Éducation nationale a un nouvel occupant, on se demande déjà comment s'effectuera la prochaine rentrée des classes, afin qu'elle soit plus agréable que celle écoulée. Quels mécanismes seront mis en œuvre pour qu'elle ne soit pas aussi fortement chahutée ? Cette année scolaire sera-t-elle aussi cahin-caha que la précédente ?

Il faut le rappeler, sur les neuf mois que comptent une année scolaire, seuls cinq ont été quasiment assumés. Chez les partenaires

sociaux, le climat est resté délétère. Deux syndicats affrontent régulièrement la tutelle : le Syndicat de l'éducation nationale (Sena) et la Convention nationale des syndicats du secteur éducation (Conasyd) dont les activités ont été suspendues par le Gouvernement. D'année en année, les revendications qu'ils posent sont les mêmes : paiement des vacances, de la Prime d'incitation à la performance (PIP), de la non-régularisation des situations administratives des enseignants du pré-primaire, du primaire, du secondaire et



Des élèves assis à même le sol dans une salle de classe, faute de tables-bancs suffisants.

Photo : R.H.A./ L'Union

de l'enseignement normal, le sempiternel problème des infrastructures scolaires, des effectifs pléthoriques, de l'insuffisance de tables-bancs, de la transformation des écoles publiques en collèges, etc. Des réformes sont entreprises, alors que demeurent d'autres problèmes très sensibles, longtemps décriés par les partenaires sociaux. Si la question des vacances de l'année dernière a été réglée, il demeure encore celles des vacances des derniers examens, des tables-bancs et surtout des effectifs pléthoriques. Ils sont près de

30000 enfants qui seront reçus en classe de sixième dans quelques semaines. Cette problématique devrait déjà interpeller le nouveau ministre, au risque de transformer d'autres écoles primaires en établissements d'enseignement secondaire. S'agissant de la question des tables-bancs, Florentin Moussavou annonçait déjà en octobre dernier à Nkok la livraison de 150000 tables-bancs sur une période de 9 mois. À ce jour, seulement 25000 ont été effectivement livrés.

À l'évidence, c'est désormais au compte-gouttes

que se font ces livraisons. Une situation qui amène à s'interroger sur les raisons ayant poussé le gouvernement à signer une convention avec un seul opérateur. Car, même si le travail se fait de manière industrielle, il l'est à pas de tortue, alors que le besoin est pressant, pendant que les ouvriers des ateliers de fabrication de tables-bancs de l'Éducation nationale, œuvre du Corps de la Paix, à Franceville, Mouila et Oyem, se tournent les pouces.

Séraphin Moundounga, Florentin Moussavou et maintenant Nadine Patricia Anguilé, épouse Obame, sont tous enseignants de formation et donc au parfum des réalités des salles de classe. À chaque ministre ses réformes. Des états généraux de l'éducation, on est passé au double flux, à l'uniformisation des coefficients, et à la transformation des écoles publiques en collèges.

Autant d'enjeux pour la nouvelle année scolaire qui pointe à l'horizon.